RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 D 03132
Numéro SIREN : 803 386 457
Nom ou dénomination : Abiena

Ce dépôt a été enregistré le 08/02/2024 sous le numéro de dépôt 19054

SCI ABIENA

Société civile immobilière au capital de 1.000 euros
Siège social : 2, avenue d'Iéna – 75116 Paris
803 386 457 R.C.S. Paris
(ci-après la « **Société** »)

ACTE CONSTATANT LES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2023

Les soussignés :

(1) **Monsieur Philippe BISMUTH,**
Né le 9 mai 1961 à Paris 8ème (75), demeurant 40, rue Lübeck - 75116 Paris,

Titulaire de quatre cent cinquante parts sociales, ci.....450 parts,

(2) **Monsieur Vincent AMIAUX,**
Né le 29 juillet 1968 à Nancy (54), de nationalité française, demeurant 74 rue de Turbigo – 75003 Paris,

Titulaire de quatre cent cinquante parts sociales, ci.....450 parts,

(2) **La société GALERIE DES MODERNES,**
Société par actions simplifiée au capital de 7.500 euros, ayant son siège social au 13, rue des Saints-Pères – 75006 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 420 467 458 R.C.S. Paris, représentée par son Président, M. Vincent AMIAUX, dûment habilité à l'effet des présentes,

Titulaire de cent parts sociales, ci.....100parts,

Total..... 1.000 parts,

(ci-après les « **Associés** »),

Soit trois (3) associés, détenant ensemble mille (1.000) parts sociales, soit la totalité des parts émises par la Société,

Seuls associés de la Société,

Ont pris, conformément aux dispositions de l'article 1854 du Code civil et de l'article 17 des statuts, les décisions suivantes :

PREMIÈRE DÉCISION
Agrément de la cession de parts sociales

Les Associés **DÉCIDENT** d'autoriser le transfert au profit de Monsieur Philippe BISMUTH de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 901 à 950, appartenant à la société GALERIE DES MODERNES.

PB VA.

Cet agrément prendra effet à compter du jour où le transfert définitif de ces cinquante (50) parts sociales sera notifié à la Société, ce qui devra intervenir dans le délai de deux mois de la notification de la présente décision d'agrément. Passé ce délai, la demande d'agrément devra être renouvelée.

DEUXIÈME DÉCISION
Modification de l'article 7 des statuts

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive du transfert de parts autorisée sous la première décision, les Associés **DÉCIDENT** de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Il est divisé en mille (1.000) parts d'un euro (1 €) chacune, numérotées de 1 à 1.000 et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

• à Monsieur Vincent AMIAUX,
à concurrence de quatre cent cinquante parts, ci..... 450 parts,
numérotées de 1 à 450,

• à Monsieur Philippe BISMUTH,
à concurrence de cinq cents parts, ci..... 500 parts,
numérotées de 451 à 950

• à la société dénommée « GALERIE DES MODERNES »,
à concurrence de cinquante parts, ci ..... 50 parts,
numérotées de 951 à 1000.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ..... 1.000 parts.

TROISIÈME DÉCISION
Pouvoirs en vue des formalités

Les Associés **DÉLÈGUENT** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Fait à Paris, le 16 novembre 2023
En trois exemplaires originaux

Monsieur Vincent AMIAUX	
Monsieur Philippe BISMUTH	

La société GALERIE DES MODERNES
Représentée par Monsieur Vincent AMIAUX

ACTE DE TRANSFERT DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

GALERIE DES MODERNES
Société par actions simplifiée au capital de 7.500 euros, ayant son siège social au 1, rue des Saints-Pères – 75006 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 420 467 458 R.C.S. Paris, représentée par son Président, M. Vincent AMIAUX, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée le « **Débiteur** »,

ET :

Monsieur Philippe BISMUTH
Né le 9 mai 1961 à Paris (75008), de nationalité française, demeurant 40, rue de Lübeck - 75116 Paris, célibataire.

Ci-après désigné le « **Créancier** »,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La SCI ABIENA est une société civile immobilière au capital de 1.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Paris sous le n°803 386 457, dont le siège social est situé 2 avenue d'Iéna – 75116 Paris, dont l'objet principal est l'acquisition, l'administration et l'exploitation de biens immobiliers (ci-après la « **Société** »).

Le capital social de la Société est divisé en 1.000 parts sociales de un (1) euro de valeur nominale chacune, réparties comme suit :

- Monsieur Vincent AMIAUX, détenteur de 450 parts sociales, numérotées 1 à 450 ;
- Monsieur Philippe BISMUTH, détenteur de 450 parts sociales, numérotées 451 à 900 ;
- La société GALERIE DES MODERNES, détentrice de 100 parts sociales, numérotée 901 à 1000.

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GALERIE DES MODERNES en date du 16 novembre 2023 et du Président en date du 14 décembre 2023, le capital social de ladite société a été réduit d'une somme de 7.500 euros, par voie de rachat et d'annulation des 250 actions deladite société que détenait Monsieur Philippe BISMUTH.

Les parties sont convenues qu'une quote part du prix des actions de Monsieur Philippe BISMUTH, à hauteur de cinquante mille euros, lui serait réglée par voie de dation en paiement, par la remise par la société GALERIE DES MODERNES, le jour de la réalisation effective de la réduction de capital, de 50 parts sociales de la SCI ABIENA.

A la suite de la réduction de capital de la société GALERIE DES MODERNES, intervenue ce jour, les Parties sont convenues de conclure le présent acte de transferts de parts sociales.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ EXPRESSEMENT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Transfert de parts sociales dans le cadre d'une dation en paiement

Par les présentes, le Débiteur transfert et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, au Créancier, qui accepte, la pleine propriété de cinquante (50) parts sociales, numérotées 901 à 950, lui appartenant dans la Société, ainsi qu'il a été rappelé en préambule à titre de dation en paiement pour

VA.

la somme de cinquante mille euros (50.000 €) correspondant au paiement partiel du prix de cession des actions de la société GALERIE DES MODERNE que détenait Monsieur Philippe BISMUTH.

Le Créancier sera propriétaire des parts transférées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

Le Débiteur sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts transférées.

En conséquence, le Créancier aura seul droit, le cas échéant, à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts à compter de ce jour.

Article 2 – Libération de l'obligation

La valeur de chaque part sociale de la SCI ABIENA objet des présentes a été fixée aux effets des présentes à 1.000 €, soit une valeur total de cinquante mille euros (50.000 €) pour les 50 parts sociales transférées.

Par suite de la dation en paiement qui précède, le Créancier considère le Débiteur comme libéré de l'obligation de paiement partiel du prix des actions de la société GALERIE DES MODERNES cédées, à concurrence cinquante mille euros (50.000 €).

Article 3 – Déclarations du Débiteur et du Créancier

3.1. Déclarations du Débiteur

Le Débiteur déclare et garantit ce qui suit :

- il est une société régulièrement constituée et immatriculée conformément aux lois en vigueur en France ;

- il dispose du pouvoir et de la capacité pour conclure et exécuter le présent acte,

- il n'est pas en état de cessation de paiements et ne fait l'objet d'aucune procédure de redressement ni de liquidation judiciaire ou de toute autre procédure similaire et n'a pas demandé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de conciliation ou la nomination d'un mandat ad hoc ou de toute autre procédure similaire.

- qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts sociales, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;

- que les parts sociales sont libres de tout gage ou nantissement conventionnel ou judiciaire ou de toute promesse de gage ou de nantissement ;

- et que la Société n'est pas en cessation de paiement, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

En revanche, le Débieur ne consent aucune garantie d'actif et de passif au Créancier au titre de la cession des parts sociales transférées, ce qui est accepté par Créancier.

3.2. Déclarations du Créancier

Le Créancier déclare et garantit ce qui suit :

- qu'il est doté de la pleine capacité juridique et ne fait l'objet d'aucune mesure restreignant cette capacité, en ce compris une mesure de protection juridique ;

- qu'il a la capacité de signer seuls le présent acte et de remplir seuls l'ensemble des obligations mises à sa charge par le présent acte ;

- qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts sociales transférées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies.

Article 4 - Enregistrement

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Débiteur atteste que les parts, objet de la présente vente, ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la Société.

Il déclare, en outre, que les présentes n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 1655 *ter* du Code général des impôts et qu'elle n'entraîne pas de dissolution de la Société.

Article 5 - Affirmation de sincérité

Les Parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 6 – Frais et droits

Les frais et droits des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Créancier, qui s'y oblige.

Chacune des parties surpportera les honoraires de ses éventuels conseils auxquels elle aurait fait appel.

Article 7 – Décharge aux rédacteurs de l'acte

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix des parts sociales transférées, ainsi que les charges et conditions du présent acte ;

- donner décharge pure et simple entière et définitive aux rédacteurs de l'acte, rec
présent acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ces dernier soien
elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent act

Fait à Paris,
Le 14 décembre 2023,
En trois exemplaires originaux,

Le Débiteur
La société dénommée « GALERIE DES MODERNES » Représentée par Monsieur Vincent AMIAUX
Le Créancier
Monsieur Philippe BISMUTH

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 02/01/2024 Dossier 2024 00004513, référence 7584P61 2024 A 00556
Enregistrement : 2500 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Deux mille cinq cents Euros
Montant reçu : Deux mille cinq cents Euros

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

" Abiena "

Société civile immobilière
au capital de 1000 euros

Siège social : 2 avenue d'léna 75116 Paris

RCS PARIS 803 386 457

_____

S T A T U T S MIS A JOUR LE 14 DECEMBRE 2023

_____

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

TITRE PREMIER. - FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE, DUREE

Article 1 .- FORME

Il est formé par les présentes entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil, du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 et par toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille matière ainsi que par les présents statuts.

Article 2 .- OBJET

La Société a pour objet :
- l'acquisition de biens immobiliers, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement,

- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Article 3 .- DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **ABIENA**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit, si elle ne les contient pas, être précédée ou suivie immédiatement des mots "société civile immobilière" suivis de l'indication du capital social, en vertu des dispositions de l'article 32 du décret du 3 juillet 1978 précité.

La Société indiquera sur ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires ainsi que sur toutes correspondances et tous récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, son numéro d'identification accompagné de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée, conformément aux dispositions de l'article R. 123-237 du Code de commerce.

Article 4 .- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 2 Avenue d'Iéna 75116 Paris

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance, et partout ailleurs par décision collective extraordinaire.

Article 5 .- DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

TITRE II. - APPORTS, CAPITAL SOCIAL, MODIFICATIONS DU CAPITAL

Article 6 .- APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apports en numéraire :

Il est apporté en numéraire : 1000 euros de la manière suivante :

Monsieur Vincent Amiaux	450 euros
Monsieur Philippe Bismuth	450 euros
SARL Galerie des Modernes	100 euros

Les apports ci-dessus indiqués seront libérés en totalité lors de l'ouverture du compte bancaire de la société.

Article 7 .- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Il est divisé en mille (1.000) parts d'un euro (1 €) chacune, numérotées de 1 à 1.000 et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Vincent AMIAUX,
  à concurrence de quatre cent cinquante parts, ci ..... 450 parts,
  numérotées de 1 à 450,

- à Monsieur Philippe BISMUTH,
  à concurrence de cinq cents parts, ci..... 500 parts,
  numérotées de 451 à 950

- à la société dénommée « GALERIE DES MODERNES »,
  à concurrence de cinquante parts, ci ..... 50 parts,
  numérotées de 951 à 1000.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ..... 1.000 parts.

Article 8 .- MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par l'élévation du montant nominal des parts existantes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, chaque associé bénéficie, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles émises en représentation de l'augmentation de capital.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

Ce droit préférentiel de souscription peut être cédé conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article "Cession et transmission des parts sociales".

Les parts non souscrites à titre irréductible pourront être souscrites à titre réductible par les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital social et dans la limite de leurs demandes.

Les parts nouvelles non souscrites par les associés, tant à titre irréductible que réductible, pourront l'être par des tiers, sous réserve de leur agrément dans les conditions de l'article précité. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Lors de la décision collective d'augmentation du capital, les associés peuvent déléguer à la gérance le soin de fixer les modalités de réalisation de l'opération. Ils peuvent renoncer, en totalité ou en partie à leur droit préférentiel de souscription.

2. Il peut également être réduit, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non la même valeur nominale.

TITRE III. - PARTS SOCIALES, DROITS ET OBLIGATIONS GENERAUX DES ASSOCIES

Article 9 .- REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Une copie, certifiée conforme par le gérant, de ces documents sera délivrée à tout associé qui en fera la demande.

Article 10 .- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

1- Droits aux bénéfices, obligations aux pertes
Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la Société.

2 - Droit de communication et d'intervention dans la vie sociale.
Outre le droit d'information annuel à l'occasion de l'approbation des comptes visé ci-après, les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et documents sociaux.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

L'associé pourra prendre lui-même, au siège social, communication de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la Société ou reçu par elle, conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 3 juillet 1978 précité.

Chaque associé peut poser toutes questions écrites concernant la gestion de la Société, au gérant de celle-ci qui devra répondre dans le délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 1855 du Code civil.

Tout associé peut participer aux décisions collectives et y voter, dans les conditions relatées ci-après.

3 - Transmission des droits et obligations des associés.
Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 11 .- INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Article 12 .- COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur remboursement, la fixation des intérêts sont fixés par accord entre la gérance et les intéressés.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

TITRE IV. - CESSION, TRANSMISSION, RETRAIT ET NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Article 13 .- CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné dans les conditions ci-dessous, et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant.

L'agrément est obtenu par décision des associés prise à l'unanimité.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés, accompagné de la demande d'agrément, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'assemblée statue dans les deux mois suivant la notification à la Société du projet de cession et sa décision est notifiée aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les 30 jours suivants.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers agrée à l'unanimité des associés. La Société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La gérance a pour mission de collecter les offres individuelles d'achat émanant des associés, puis, s'il y a lieu, de susciter l'offre de tiers ou de la Société.

La gérance notifie au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nom de ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés et sans recours possible, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la date de la dernière des notifications qu'il a faites à la Société et aux associés, l'agrément à la

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.
La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmissions des parts sociales autres que les cessions.

1) Décès d'un associé.
La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais elle continuera avec le conjoint survivant ou les descendants du défunt sans qu'il soit besoin d'un agrément des associés. Si, par suite des règles de dévolution successorale, les parts du défunt passaient à toute autre personne, celle-ci devrait solliciter l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

2) Donation - Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.
La transmission des parts sociales par voie de donation est soumise aux mêmes conditions d'agrément que les cessions susvisées.
Il en est de même de toute mutation de propriété qui serait l'effet d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

3) Autres transmissions entre vifs.
Les échanges de parts sociales, apports, attributions issues notamment d'un partage ou toute opération ayant pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts de la société sont soumises aux mêmes conditions et modalités d'agrément que les cessions sus-relatées.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

Article 14 .- RETRAIT D'UN ASSOCIE

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société après autorisation donnée par la collectivité des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. Ce retrait peut être autorisé pour juste motif par une décision de justice.

La demande de retrait est notifiée à la Société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Si le bien qu'il a apporté et dont les parts concernées ont constitué la rémunération, se trouve encore en nature dans l'actif social lors du retrait, l'associé peut se le faire attribuer, à charge de soulte, s'il y a lieu, conformément au troisième alinéa de l'article 1844-9 du Code civil.

Article 15 .- NANTISSEMENT

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détiennent antérieurement.

Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code civil.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867 du Code civil. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

TITRE V. - GERANCE - DECISIONS COLLECTIVES - COMPTES SOCIAUX

Article 16 .- GERANCE

1 - La Société est administrée par les personnes physiques, désignés par décision collective ordinaire des associés représentant plus des deux tiers du capital social.

2 - Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée postée trois mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.

Elle expose néanmoins le démissionnaire à des dommages et intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

La démission n'est recevable en tout état de cause qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

Les associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts.

La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime.
Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages et intérêts.
La nomination et la cessation de fonctions du gérant donnent lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

3 - Dans les rapports entre les associés, la gérance peut faire tous actes de gestion que demande l'intérêt de la Société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, la gérance ne pourra sans y avoir été autorisée au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles, acquérir et céder toute mitoyenneté, stipuler et accepter toutes servitudes, contracter tous emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, consentir toutes hypothèques et autres garanties sur les actifs sociaux.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut consentir hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société en vertu des pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établies sous signatures privées, alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature du ou des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux, précédée de la mention "Pour la société ABIENA", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant", "Un gérant" ou "Les gérants".

4 - Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.
Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

5 - Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Article 17 .- DECISIONS COLLECTIVES

1 - Nature - Majorité

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

a) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature ou encore celles qui exigent d'être prises à une condition de majorité autre que celle visée ci-dessous.
L'assemblée générale extraordinaire peut décider notamment de :
L’augmentation ou la réduction du capital social;
La prorogation de la société;
Sa dissolution;
Sa transformation en société de toute autre forme.
La vente ou l’acquisition d’un bien immobilier.

Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

b) Sont de nature ordinaire toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :
- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société au cours de l'année civile écoulée (ou : de l'exercice écoulé) comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues.
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.
Les décisions de nature ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés plus de la majorité du capital social.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

2 - Modalités
Les décisions collectives des associés s'expriment, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous seing privé, soit en assemblée. Elles peuvent aussi résulter d'une consultation par correspondance.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont convoquées par le gérant.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée par lettre recommandée. La lettre contient indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Dès la convocation, le texte du projet de résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition de compte, la communication desdites pièces et documents a lieu dans les conditions relatées à l'article ci-après.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la convocation des associés ou à leur consultation par écrit. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration d'un délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.

La délibération ne peut porter sur aucun autre objet que ceux visés dans l'ordre du jour.
L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.
Elle est présidée par les cogérants présents.

L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors des associés.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant et, le cas échéant, par le président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le gérant unique, ou s'ils sont plusieurs par l'un d'entre eux.

La détermination, même à l'égard des tiers, des membres de l'assemblée, peut résulter de la simple indication de leur nom au procès-verbal.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

ARTICLE 18 .-CONVENTIONS REGLEMENTEES

La gérance, ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, doit présenter à l'Assemblée Générale Annuelle un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants.

Ce rapport doit également mentionner les conventions passées entre la Société et une société dans laquelle la gérance est associée indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, directeur général délégué, membre du directoire ou du conseil de surveillance, ou actionnaire disposant d'un fraction des droits de vote supérieure à 10 %.

L'Assemblée Générale Annuelle statue sur ce rapport dont le contenu doit être conforme aux dispositions réglementaires.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

Article 19.- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements.

Le Commissaire aux Comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Article 20.- EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2014.

Les écritures de la Société sont tenues selon les normes du plan comptable national ainsi que, s'il en existe, du plan comptable particulier à l'activité définie dans l'objet social.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire contenant l'indication des divers éléments de l'actif et du passif de la Société, un bilan et un compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice, ainsi qu'une annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Au moins une fois par an, le gérant rend compte de sa gestion aux associés et leur présente un rapport sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Ces mêmes documents sont pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

Article 21.- AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris les éventuels amortissements et provisions nécessaires.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Il est inscrit à leur crédit dans les livres sociaux, ou versé effectivement à la date fixée, soit par les associés, soit, à défaut, par la gérance.

Toutefois, les associés peuvent décider qu'une partie ou la totalité du bénéfice sera reportée à nouveau ou affectée à toutes réserves générales ou spéciales qu'ils auront créées.

Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis et sur les réserves, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant.

TITRE VI. - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 22.- TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La décision de transformation de la Société en une société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, ou en GIE sera prise à l'unanimité des associés réunis en assemblée.
La transformation de la Société soit en société civile d'un type particulier, soit en société à responsabilité limitée ou en société anonyme sera prononcée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires. La transformation de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

Article 23.- DISSOLUTION

1. La Société prend fin à l'expiration du terme fixé par les statuts ou pour toute autre cause prévue par l'article 1844-7 du Code civil, et notamment par la dissolution anticipée décidée par les associés à la majorité prévue pour les modifications statutaires.

Dans le cas où la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la Société.
Un an au moins avant l'expiration de la Société, les associés, statuant en assemblée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires, doivent être consultés à l'effet de décider de la prorogation de la Société.

2. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.
La dissolution, de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.
L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

DocuSign Envelope ID: 1F0722CD-DDCA-4F81-B937-99B8AB1C9F68

Article 24.- LIQUIDATION

La dissolution de la Société entraîne sa liquidation. La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.
Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la Société suivie de la mention "société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, doit figurer sur tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La collectivité des associés nomme un liquidateur, qui peut être le gérant, à la majorité simple des voix; elle fixe ses pouvoirs et sa rémunération.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus, et notamment celui de pouvoir réaliser l'actif, même à l'amiable, afin de parvenir à l'entière liquidation de la Société. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours où à faire entreprendre de nouvelles activités par la Société, pour les besoins de la liquidation.

Le liquidateur rend compte, une fois par an, de l'accomplissement de sa mission aux associés réunis en assemblée. La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation, ou si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

TITRE VII. - DIVERS

Article 25.- CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Statuts mis à jour le 14 décembre 2023

M. Vincent Amiaux

DocuSigned by:
Vincent AMIAUX
FE2D0186371F47D...

M. Philippe Bismuth

DocuSigned by:
Philippe BISMUTH
5238D68AED08435...